

De la fête au spectacle

(2ème partie)

Suite et fin de l'article paru dans le précédent numéro de l'Internationale Utopiste... Si vous avez loupé la première partie, il traîne encore quelques exemplaires du n°1. Pour le choper, écrivez à utopie_pour_tous@hotmail.fr – s'il n'en reste plus, écrivez quand même, y aura toujours moyen de s'arranger !

Résumé de l'épisode précédent : retour sur le sens historique de la disparition des anciennes fêtes populaires – rappel du rôle, du fonctionnement et des caractéristiques sociales de ces anciennes fêtes : excès, renversement temporaire des hiérarchies, assurait l'identité et l'unité de la communauté, la fête appartenait alors à tous-tes et était le fait de chacuns-es – l'élimination de ces fêtes témoigne d'une évolution générale de la société et des mentalités – étude des principales raisons : économie bourgeoise contre dépense improductive des festivités, développement de la « valeur travail », discrédit de l'ancien folklore sous la pression de la Réforme et du puritanisme, développement de l'Etat centralisé, transformation et destruction des anciens quartiers populaires, émergence d'une société individualiste...

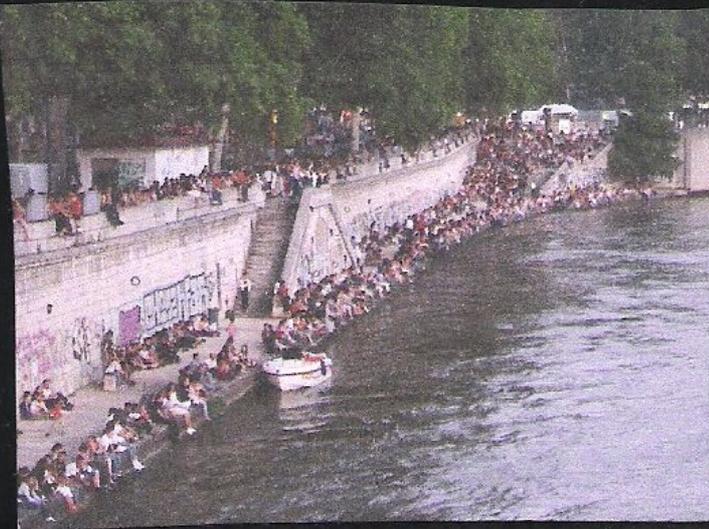
Il ne s'agit pas ici de cracher dans la soupe ou de dévaloriser systématiquement le peu de festivités qui nous restent et l'éventuel plaisir que l'on peut y prendre. Il s'agit d'affirmer que la fête – une fois exceptées les réjouissances individuelles – ne subsiste plus aujourd'hui que comme spectacle. En cela, notre époque est en droite ligne héritière de l'évolution des festivités depuis l'époque de Louis XIV. En effet, c'est de cette époque là, nous l'avons déjà souligné, que date la récupération

politique des fêtes et leur transformation en parades spectaculaires afin d'assurer la propagande du pouvoir. C'est à partir de cette époque là que la participation populaire cesse d'être souhaitée. Jusque là, la fête était l'expression de la vie du peuple, de son unité. Nous l'avons dit, durant ces périodes de réjouissances, la population était seule maîtresse des festivités et de leur déroulement. Le temps de quelques jours, elle régnait en maître sur sa ville. Son plaisir était sa seule autorité. Cette indépendance et cette autonomie – corrélative de l'autonomie des villes –, c'est précisément ce que le nouvel état centralisé ne pouvait plus tolérer. Avec un sens assuré de la propagande, Louis XIV et ses ministres ont su tirer tout le parti qu'ils pouvaient de la récupération du schéma coutumier des fêtes et de leur utilisation politique. Nous sommes à l'ère embryonnaire du *spectacle*. Comme l'écrit le monarque absolu dans ses *Mémoires*, « le peuple ne pouvant pénétrer le fond des choses, règle d'ordinaire son jugement sur ce qu'il voit au dehors^[1] » ? et bien on va lui en donner à voir ! Et c'est uniquement à travers ce qu'on lui donnera à voir que le peuple pourra appréhender le pouvoir, la politique, l'ordonnancement de la société en

système de rangs et de préséances, et bientôt, avec l'achèvement dans la seconde moitié du vingtième siècle de ce que Guy Debord appellera la « société du spectacle », sa propre réalité. Bien entendu, nous ne sommes plus aujourd'hui aux temps de Versailles et des entrées triomphales en ville de seigneurs, mais qui peut nier l'utilisation politique d'un certain nombre de nos fêtes ? Bien sûr, notre défilé du 14 juillet est loin de valoir sur ce terrain les immenses manifestations politiques dont ont toujours été coutumiers les dictateurs de tous poils (que l'on pense aux spectacles grandioses qui ont pu être donnés en URSS, en Chine, en Allemagne nazie ou, aujourd'hui encore, en Corée du

responsable local. Dans un tel contexte, il va de soi que la seule place que l'on attribue désormais aux « festivaliers » est celle, passive, du spectateur et son avis vaut pour celui d'un consommateur.

Quels sont les caractères de tels spectacles aujourd'hui et qu'est-ce qui les différencie des fêtes passées ? Le premier d'entre eux réside dans la prise de décision et l'organisation des festivités. Dans les anciennes fêtes populaires, c'était le peuple qui était le maître. Certes, ne soyons pas simpliste : le tout se faisait la plupart du temps avec l'assentiment et le financement de seigneurs locaux. Il n'en reste pas moins que, le temps de la durée des réjouissances, le peuple était maître de sa fête et de son évolution. Dans le spectacle actuel, c'est tout l'inverse qui se passe. Tout le pôle décisionnel et organisationnel se situe désormais majoritairement dans les sphères dirigeantes. Dans la quasi-totalité des cas, le maire et ses adjoints en sont les seuls décideurs (ou presque). La mairie, au sens large, ne se contente pas du financement ou de l'encadrement, bien souvent elle organise et prévoit aussi le programme. Pour employer une métaphore théâtrale, elle est plus que le producteur de la pièce, elle est aussi fréquemment la metteuse en scène, la régisseuse et la directrice de casting. Le spectacle est, du début à la fin, son œuvre. Que tel ou telle association ou groupement de citoyens décide de participer à tel ou tel aspect de la fête et d'en proposer quelque élément, il ne pourra le faire qu'au prix de conciliations avec les autorités. Un événement comme la fête de la musique, par exemple, est en majeure



Nord), il n'en obéit pas moins à une logique similaire : faire étalage de la puissance du pays, de son armée, sur ses plus célèbres avenues. On sait tous aussi combien la tenue grandiose ou non de telle ou telle « fête » ou feu d'artifice tiré à cette occasion peut obéir à un planning électoral et contribuer à la popularité de tel ou tel

partie organisé à l'avance d'en haut. L'idée du « chacun prend son instrument et va jouer librement dans la rue » appartient plus au domaine du fantasme qu'à celui de la réalité et la part d'initiative spontanée et indépendante y est de plus en plus restreinte.

C'est là le deuxième caractère essentiel, consécutif du premier, des spectacles actuels : la passivité des spectateurs. Tandis que la fête suppose la participation active de tous, le spectacle implique la consommation passive de chacun. On ne vit plus la fête, nous n'en sommes plus les acteurs, mais les consommateurs. Lors de ces grands événements, on ne descend plus dans la rue pour participer de la joie et de l'ivresse ambiante, pour s'entraîner de jeux en jeux ou de cortèges en cortèges, on ne descend dans la rue que pour regarder et apprécier - critiquer le cas échéant - la qualité de ce que l'on nous donne à voir. Et, le plus souvent, ce qu'on nous donne à voir c'est la ville (ou le village) habillée de lumières, de couleurs, d'installations diverses, c'est la mise en valeur de son patrimoine architectural passé, ou bien c'est tel ou tel défilé événementiel qui vient agrémenter le temps de son passage l'une ou l'autre de nos grandes rues, ou bien encore l'aménagement de certains des quartiers du centre en musée à ciel ouvert. Le temps d'une journée ou d'une nuit, nous voilà spectateurs du patrimoine d'un lieu habilement mis en valeur par un spectacle sons et lumières ou bien spectateurs d'une représentation dans la rue ou, encore et toujours, spectateurs d'un ensemble d'œuvres disposées au hasard de la ville. Durant ce bref instant, la foule se

presse en nombre, s'assoie sur le bord d'un trottoir pour regarder passer la cortège ou bien se déplace de sites en sites au gré de l'emplacement des diverses animations. Dans tous les cas, c'est seuls côtes à côtes que nous apprécions le spectacle.

C'est là un troisième caractère de nos spectacles actuels : l'isolement de chacun et la solitude à plusieurs dont ils sont constitutifs. Quel lien y a-t-il de plus, en effet, entre un ensemble de personnes assises en silence dans une salle de cinéma pour y regarder un film et ce même ensemble de personnes qui regarde passer un défilé ou bien qui observe les variations de lumières et de couleurs sur les parois d'une cathédrale ? Rien ne nous rassemble et ne vient nous unir dans les pseudo-fêtes de notre époque. Nous sommes là, tous ensemble, dans la rue, mais sans que rien ne nous lie les uns aux autres. Nous voilà tous médiatisés par le seul spectacle dont nous sommes les témoins. C'est là le grand paradoxe de ces spectacles que de drainer des foules gigantesques - plusieurs millions de personnes, parfois - et de ne créer aucun lien entre toutes les personnes qui la composent. On s'y rend en famille, entre amis, et rien ne vient étendre et connecter entre eux ces cercles intimes. Et quand, parfois, le hasard de deux visages inconnus qui se croisent débouche sur un semblant de discussion, celle-ci n'a guère d'autre sujet que le commentaire de ce qui leur est donné à voir en commun, tout comme quelques collègues de travail se retrouvent le matin autour d'un café pour discuter des programmes télévisés de la veille : le dialogue y est médiatisé. Un tel isolement est bien entendu la conséquence directe de l'absence de

participation de chacun, consécutive elle-même de l'absence de décision de chacun, d'une extrême passivité. Que la foule soit maîtresse de ses réjouissances, qu'elle en détermine le cours et y participe activement, que chacun soit acteur et spectateur de la fête en même temps et tous seront liés ensemble dans un même mouvement comme le sont les participants d'un même jeu. Qu'au contraire, tous soient passifs et sans se sentir un seul instant concernés par le déroulement et le contenu des réjouissances, et rien ne vient nous unir : nous sommes comme les arpenteurs silencieux et solitaires des allées d'un musée.



Qu'il s'agisse de cette dernière comparaison comme des spectacles de notre temps, l'un de ses derniers caractères, enfin, est son intolérance absolue vis à vis de tous débordements. Il fut un temps où la foule en liesse échappait à toute autorité et à toute surveillance d'ordre policière (parfois pour une raison très simple : au moyen-âge, les villes étaient souvent gardées par des milices populaires qui, lors de ces fêtes, participaient aux défilés et aux réjouissances et ne se

souciaient donc pas forcément de surveiller une fête dont ils faisaient partie des acteurs). Cela n'était pas, bien sûr, sans inquiéter certaines instances du pouvoir. Le temps était propice, momentanément, à tous les débordements possibles : charivaris, violences, émeutes. Plus aucune de ces choses n'est à craindre aujourd'hui mais le prix à payer pour cela est une surveillance policière omniprésente, le détachement spécial de nombreux cars de CRS et l'infiltration dans la foule d'agents en civil. Tout dérapage est immédiatement sanctionné et tout contrevenant isolé et arrêté. On peut penser que tout est mieux ainsi et qu'il est heureux que plus aucune violence de quelque sorte ne vienne entacher le plaisir de chacun. Certes, mais que dire lorsque cette surveillance s'étend à tout type de mouvements de foule animés d'un esprit ludique qui viendrait perturber le bon déroulement du spectacle ? Au moyen-âge, il était de coutume de donner des mystères et autres représentations théâtrales lors de grandes fêtes. Le public y venait là aussi en spectateur - dans un premier temps, du moins. Mais il était fréquent, voire quasi-systématique, que celui-ci soit interrompu par divers mouvements de foule qui en perturbent le déroulement voire même l'arrêtent entièrement. Ré-écrivons le chapitre d'ouverture de *Notre-Dame de Paris* : imaginez une foule, aujourd'hui, qui aurait le culot d'interrompre tout net le mystère qui lui est présenté, d'organiser de façon spontanée dans la salle un concours de grimace puis d'en emporter les musiciens, d'en voler les accessoires du décor et de mettre en fuite les autorités venues assister à la représentation, et le récit se termine

par une charge de CRS, l'interruption totale des festivités et l'arrestation d'une centaine de personnes... Pour notre part, nous pensons qu'une fête véritable ne peut aller sans un certain type de désordre. Ceci ne signifie et n'autorise en aucun cas la mise à sac de la ville, le vol ou les violences sur personnes mais une liberté et une spontanéité des mouvements de foule qui interdit toute prétention à la canaliser et à la réfréner dans ses impulsions ludiques et les débordements qui s'en suivent.

Organisation et contrôle de l'événement par les autorités, passivité totale des spectateurs, absence de participation populaire réelle, isolement des individus dans la foule et surveillance policière accrue : tels sont les caractères des spectacles actuels qui ont remplacé les fêtes passées. Un tel phénomène illustre de manière symptomatique la réalité elle-même spectaculaire de notre société^[2] : individualisme, perte de lien social, surveillance policière omniprésente, disparition ou en tout cas extrême pauvreté de toutes initiatives et fonctionnements sociaux autonomes, isolement des individus, médiation généralisée des rapports sociaux par un ensemble de représentations imposées de l'extérieur, exigence impérieuse de consommation étendue au domaine de la culture, dispersion sociale au sein d'une ville morcelée, « muséification » des centres villes et valorisation du patrimoine en vue de l'activité touristique, etc. Une telle transformation des fêtes passées en un spectacle, loin d'être un épiphénomène somme toute sans importance, est donc fortement idéologique. Loin d'être le propre, comme nous l'avons

déjà démontré précédemment, d'un système politique ou d'un autre, elle traduit une évolution à la fois socio-politique, morale et économique, une transformation globale des mentalités. Elle accompagne une centralisation grandissante du pouvoir qui réduit à néant, ou presque, toutes formes d'autonomie locale et qui détermine la transformation et l'exercice de la politique par en haut et ce de façon unilatérale. Elle témoigne de l'aliénation économique grandissante à des impératifs de productivité, de rentabilité, de consommation et de libre concurrence. Elle découle logiquement d'un émiettement du tissu social, sensible notamment dans le cloisonnement dont témoigne aujourd'hui de façon dramatique l'organisation de nos villes, consécutif lui-même de cette perte d'autonomie locale, de cette libre concurrence économique et du modèle de vie nouveau qu'elle impose. Elle entérine aussi l'échec de la lutte révolutionnaire sur le terrain des loisirs et de la gestion du temps libre dégagé par les progrès de l'industrie moderne et de la réduction du temps de travail. Nous ne pouvons que constater, en effet, le plus objectivement possible, la reprise en main quasi-totale de ce temps libre par les impératifs économiques de l'entreprise du divertissement et non le développement d'un temps nouveau de sociabilité, de nouvelles valeurs qui échappent à la religion du travail ou encore la promotion de nouveaux comportements ludiques comme on a pu l'espérer un temps.

Les spectacles actuels font de nous des touristes. De par leurs fastes, ils laissent la désagréable impression d'une vaste entreprise de marketing de

la ville, le tout en vue de renforcer son prestige extérieur, de remplir l'espace de quelques jours les hôtels et les restaurants, de faire « tourner » le commerce extérieur et intérieur de la ville. Prenons un exemple qui nous soit familier : si, en l'espace d'une dizaine d'années, la fête des Lumières à Lyon, à l'origine manifestation spontanée de piété des lyonnais, a quadruplé sa durée (elle est passée d'une soirée à quatre) et, du plaisir des lyonnais de descendre dans la rue pour se promener dans une ville aux façades décorées de bougies, est passée à un véritable spectacle sons et lumières de grande dimension, qui peut dire que ce n'est pas en majeure partie pour développer le rayonnement (sans mauvais jeu de mot) de la ville au niveau national et international afin d'attirer en masse plusieurs millions de touristes ? Comment penser que la réussite ou non d'un tel spectacle n'ait pas d'influence sur les élections locales et qu'une telle considération ne prenne pas une place considérable dans son organisation ? Bien sûr, si tout le monde y trouve son compte, où est le problème ? Les restaurateurs et les hôteliers affichent complet et gonflent durant quelques jours leur chiffre d'affaire. La population et les touristes apprécient un spectacle qui sait, parfois, être de qualité. Le temps de quelques jours, la ville est en ébullition la nuit et tout son centre ville y est agréablement décoré. La mairie redore son blason, elle contribue au développement de la ville ce qui profite à tous ceux qui y ont un intérêt commercial. Elle donne du travail à ses commerçants. Quelques artistes contemporains y trouvent une occasion inespérée de montrer leur travail à

même la rue et d'y trouver une audience qu'aucun musée au monde ne pourrait leur assurer. Certes. Mais est-ce que cela fait une fête ? Est-ce qu'on s'y amuse réellement ? Est-ce que la population, pour ce court laps de temps laissé vacant entre les exigences de la vie quotidienne, y trouve l'occasion de laisser libre cours à son plaisir et de s'y abandonner à quelques jeux et réjouissances collectives ? Est-ce que cela recrée du lien social ? A tout cela, il faut répondre que non. A travers de tels spectacles – réussis ou non, là n'est pas le problème – la population est dépossédée de ses fêtes, de toutes possibilité de participation, cantonnée dans une passivité de simple consommateur. Et cette disparition laisse insatisfaite un ensemble de désirs qui n'ont pas encore consenti à s'effacer complètement. Nous le disions en ouverture : nous vivons une époque sans fête, certes, mais il faut prendre la mesure de la nostalgie, d'une part, et de la révolte, d'autre part, dont cette phrase résonne, l'une se nourrissant de l'autre. Nous le soulignons aussi, il y a tout un langage de la fête que nous n'avons pas encore désappris à apprendre et une aspiration à de tels moments qui n'arrive pas à s'éteindre et qui cherche une issue positive. Localement, encore, en marge des festivités officielles, on trouve l'occasion de se réunir autour de quelques musiciens venus spontanément sur une place et de danser autour d'eux. Parfois, aussi, quelques associations de quartier savent trouver prétexte à l'organisation d'un carnaval (la plupart du temps réservé aux seuls enfants, cependant) ou d'un repas de quartier festif. Les occasions sont rares et souvent limitées

mais c'est à travers des instants comme ceux-là que survit une certaine image de la fête.

Le constat que nous dressons ici est loin d'être optimiste. Il ne cherche pas à provoquer une sorte de nostalgie d'un moyen-âge ou de sociétés primitives idéalisées et largement fantasmées, néanmoins. Il met en avant la nécessaire inscription du phénomène de transformation historique des fêtes en spectacles dans une logique et une évolution globale de notre civilisation. En tant que symptôme d'une transformation et d'un état général de notre société, cet état de fait est-il grave ? Bien entendu, la réponse a une telle question ne peut être qu'idéologique et dépend de l'appréciation générale que nous



faisons du système politique, économique et social qui est le nôtre. Quoi qu'il en soit, dans la mesure où une telle évolution témoigne d'une perte d'autonomie constante du corps social et d'une emprise de plus en faible de ce même corps sur son devenir et ses déterminations ainsi que d'un émiettement du corps social en peine

de se trouver de nouvelles valeurs et pratiques communes, il convient de se demander si « ce peut être un signe grave, alarmant même, qu'une société se révèle incapable de susciter quelque fête qui l'exprime, qui l'illustre, qui la restaure », selon les termes qu'emploie Roger Caillois^[3], et si une société sans fête n'est pas une société menacée d'explosion et de mort.

Assez logiquement, la fête appartient désormais à un imaginaire contestataire, alors qu'elle jouait - rappelons-le - une fonction conservatrice dans les sociétés primitives et au Moyen-Age. Aujourd'hui, l'idée de la fête entraîne avec elle un modèle alternatif de société et s'intègre désormais dans un imaginaire révolutionnaire. Et comment pourrait-il en être autrement ? La fête suppose que nous possédions et habitons en maître notre ville. Elle implique une autonomie locale réelle, l'idée d'une participation collective. Son développement se décide par le « bas », d'une façon plus ou moins spontanée. Elle est incontrôlable. Elle échappe aux autorités. Elle s'oppose à toutes brimades policières. Elle affirme haut, l'espace d'un instant, la dérégulation de tout. Elle met en avant le principe de communication. Elle impose une logique de la dépense et un ensemble de valeurs hostiles à la religion du travail et du productivisme économique. Elle instaure une communauté temporaire nouvelle. Elle déploie largement et réalise un nouvel esprit ludique où le désir et le plaisir sont rois. Par principes, elle est hostile à toute autorité séculière et à toute morale de la réserve. L'image est utopique ? Elle ne s'applique qu'à un

ensemble de représentations fantasmées ? Peut-être, sans doute même. Toujours est-il que, dans les semaines qui suivent la révolution ratée de mai 1968 en France, c'est sous l'angle d'un « déchaînement de l'activité ludique », de la créativité poétique et de la fête au sein de la lutte que les situationnistes font le bilan de journées dont ils ont été parmi les principaux instigateurs et acteurs[4]. C'est sous l'angle de la fête qu'ils décrivent l'atmosphère de ces journées d'intense participation collective, de revendications d'autonomie et d'autogestion, de communication et de sociabilité, de rappropriation de l'espace urbain et de libération des mœurs. C'est en des termes bien plus éloquents encore qu'ils jugeaient la Commune : « La Commune a été la plus grande fête du 19^{ème} siècle. On y trouve, à la base, l'impression des insurgés d'être devenus les maîtres de leur propre histoire, non tant au niveau de la décision politique gouvernementale qu'au niveau de la vie quotidienne dans ce printemps 1871. [5] » La fête que fut mai 68, à les lire, introduisit une rupture nette dans la passivité quotidienne et l'aliénation qu'impose la société du spectacle, et « accordait enfin de vraies vacances à ceux qui ne connaissaient que les jours de salaire et de congé[6] ».

Il n'y a plus de fête possible aujourd'hui sans qu'elle entraîne avec elle un ensemble de principes hostiles à la logique dominante, et en cela révolutionnaire. Toute transformation sociale qui s'appuie sur le credo d'une autonomie et d'une autogestion généralisée, aussi bien au niveau de décisions politiques globales que de la maîtrise de l'existence quotidienne,

affirme la nécessité d'une construction délibérée de tous les moments et événements de la vie, d'un ensemble de situations qui soient à la hauteur de nos désirs. Ce moment-là, les révolutionnaires de mai 68 (ou certains d'entre eux) l'identifient à la logique de la fête. La conclusion de *De la misère en milieu étudiant considérée sous ses aspects économique, politique, psychologique, sexuel et notamment intellectuel, et de quelques moyens pour y remédier*[7] - texte qui, on le sait, compte parmi les détonateurs du mouvement à venir - ne laisse planer aucun doute là-dessus : « Les révolutions prolétariennes seront des fêtes ou ne seront pas, car la vie qu'elles annoncent sera elle-même créée sous le signe de la fête. Le jeu est la rationalité ultime de cette fête, vivre sans temps mort et jouir sans entrave sont les seules règles qu'il pourra reconnaître. » Bien sûr, la fête ne dure qu'un temps tandis que la révolution prétend imposer un nouvel ordre. En cela, toute identité entre fête et révolution repose sur l'illusion et le non-sens d'une fête perpétuelle. La fête, dans une optique révolutionnaire, ne peut être que ce moment d'anarchie où s'explorent et se réinventent de nouveaux possibles. Elle consiste à ramener au chaos l'ordre, non plus, comme c'était le cas dans les sociétés primitives, pour le rajeunir mais pour le redéfinir ailleurs et autrement sous de nouvelles formes - dans un premier temps en tout cas. Au-delà du moment révolutionnaire, une telle perspective témoigne de manière exemplaire d'une idéologie révolutionnaire de la fête dont le maître-mot et le levier consistent, par opposition aux types d'événements urbains qui sont les nôtres, en un

renversement général de tout ce qui relevait de l'ordre du spectacle en vécu. A une époque où les progrès industriels permettent d'envisager une réduction massive du temps de travail et avec elle une réévaluation de l'orientation des activités humaines, un tel propos a l'avantage de poser clairement les enjeux sociaux nouveaux qui se posent à nous sous la forme de la question suivante : comment va-t-on occuper ce temps libre ainsi dégagé ? Notre époque y a apporté la réponse suivante : développement des loisirs et du tourisme dans le cadre de l'industrie nouvelle des divertissements et du spectacle. L'état actuel de l'industrie et de l'économie permettait pourtant d'envisager une redistribution massive de l'activité humaine vers un ensemble d'activités ludiques et festives communautaires où la participation active aurait pour répondant une stimulation permanente de la créativité

de chacun. Autrement dit, tout ce qui s'est résolu ces dernières décennies sur le plan du spectacle aurait pu se développer sur le terrain de la fête et du jeu et c'est ce terrain là qu'a investi un imaginaire révolutionnaire nouveau. A l'heure du retour en force de la « valeur travail » et de l'autoritarisme, à l'aune des temps d'austérité et du dur labeur qu'on nous promet, une telle perspective a bien du mal à trouver encore une place où pouvoir s'exprimer et n'arrive plus à subsister que dans une logique de contestation radicale. Notre président actuel pouvait bien ambitionner de remettre les français à la tâche et d'en finir avec « l'héritage de mai 68 », il ne pourra pourtant que se heurter de front à un ensemble de nouvelles représentations socio-politiques, à un ensemble de valeurs nouvelles, à un langage et à un imaginaire nouveau de la fête qui, une fois initiés, ne pourront plus s'effacer.

[1] Cité par Y.-M. Bercé, *Fête et Révolte (des mentalités populaires du 16ème au 18ème siècle)*

[2] Au sens où Guy Debord peut parler de « société du spectacle ».

[3] « La Fête », Conférence au Collège de Sociologie du 2 mai 1939

[4] Nous renvoyons à l'ouvrage collectif *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations* (1968), éditions Gallimard, Paris, 1998, co-écrit par Guy Debord, Mustapha Khayati, René Riesel, Raoul Vaneigem et René Vienet

[5] Texte reproduit dans *Internationale Situationniste*, n°12, septembre 1969, p.109

[6] *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations*, op. cit., p.136

[7] Texte publié en brochure en 1966 par des membres de l'Internationale Situationniste et des étudiants de Strasbourg

RIEN N'ARRÊTE
UN PEUPLE
QUI DANSE